

**Arrêté préfectoral complémentaire
Société FUNECAP SCA
Commune de LE MEUX**

La Préfète de l'Oise
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et ses titres I^{er} et III du livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 du Code de l'environnement et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du même Code ;

Vu le décret du 11 janvier 2023 portant nomination de Mme Catherine SÉGUIN, en qualité de Préfète de l'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 juillet 2022 autorisant la société FUNECAP SCA à exploiter un crématorium pour les animaux de compagnie, situé zone d'activités, rue de la Grande Prée - 60880 Le Meux ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 octobre 2023 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la Préfecture de l'Oise ;

Vu le dossier de porter-à-connaissance déposé le 17 juin 2024 par la société FUNECAP SCA, dont le siège social est situé à Paris (75015), afin de faire modifier certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 26 juillet 2022 ;

Vu le rapport et les propositions en date du 29 août 2024 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté le 2 septembre 2024 à la connaissance du demandeur ;

Vu la réponse de l'exploitant par courriel du 9 septembre 2024 ;

Considérant les faits suivants :

1. Après plusieurs mois de fonctionnement, il s'avère que certaines hypothèses ont été sous-estimées dans le dossier de demande d'autorisation environnementale dont l'instruction a conduit à la signature de l'arrêté préfectoral du 26 juillet 2022 susvisé :

- la part de crémations individuelles, qui atteint déjà 42 % sur l'installation de Le Meux, a un impact non négligeable sur l'organisation du travail. En effet, la crémation individuelle demande plus de temps qu'une crémation collective ;
 - actuellement, l'arrêté préfectoral autorise un fonctionnement 5 jours sur 7, entre 8h00 et 18h00 (avec éventuellement ouverture en soirée et le samedi matin selon la demande des familles), mais cela s'avère insuffisant ;
 - l'exploitant demande donc l'autorisation de modifier son amplitude horaire de fonctionnement afin de pouvoir travailler sur 3 postes de 7 h, 6 jours par semaine, selon la demande des familles ;
 - **l'exploitant demande une augmentation du tonnage annuel autorisé :**
 - pour le four collectif : une quantité maximale autorisée d'animaux à incinérer de 655 tonnes/an (contre 595 tonnes/an actuellement) ;
 - pour le four individuel : une quantité maximale autorisée d'animaux à incinérer de 300 tonnes/an (contre 240 tonnes/an actuellement) ;
2. L'augmentation de capacité demandée n'aura aucun impact supplémentaire vis-à-vis du projet dans sa phase d'autorisation environnementale, qui a fait l'objet de l'autorisation préfectorale ;
 3. Les modifications sollicitées n'impactent pas les rejets vers le réseau de collecte des eaux usées ;
 4. Le crématorium ne faisant l'objet d'aucun changement structurel, aucun impact n'est donc attendu sur les eaux pluviales ;
 5. Les modifications sollicitées n'ont aucun impact sur la gestion de ces déchets : ces derniers sont toujours stockés dans des conteneurs spécifiques et évacués par un prestataire spécialisé. Les quantités supplémentaires seront stockées sur site et, si besoin, la fréquence d'enlèvement sera adaptée ;
 6. En application des dispositions de l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
 7. Les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés par l'article L. 511-1 du titre I^{er} du livre V du Code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1 - Exploitant titulaire de l'autorisation :

La société FUNECAP SCA, dont le siège social est implanté 17 rue de l'Arrivée - 75015 Paris, autorisée à exploiter, sur le territoire de la commune de Le Meux, rue de la Grande Prée (coordonnées Lambert 93 : X : 682099,3 et Y : 6917232 m) un crématorium pour animaux de compagnie, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté.

Article 2 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

La liste des installations classées établie à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 26 juillet 2024 est modifiée comme suit :

Rubrique ICPE	Libellé de la rubrique	Quantité autorisée	Régime
2740	Incinération de cadavres d'animaux de compagnie	Incinération d'animaux de compagnie et équidés, débits supérieurs à 50 kg/h <u>Quantités maximales autorisées à être incinérées :</u> – pour l'appareil de crémation collective : 655 t/an – pour l'appareil de crémation individuelle : 300 t/an	Autorisation

Article 3 – Activités générales de la société :

Les dispositions de l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral du 26 juillet 2024 sont modifiées comme suit :

L'établissement procède à l'incinération des cadavres d'animaux de compagnie, y compris des équidés.

L'amplitude horaire de fonctionnement est la suivante :

- 5h00 – 12h00 : 1^{er} poste ;
- 12h00 – 19h00 : 2^e poste ;
- 19h00 – 2h00 : 3^e poste ;
- 2h00 – 5h00 : arrêt et nettoyage des installations ;
- du lundi au samedi ;
- aucune période de fermeture (soit environ 52 semaines par an).

Les horaires peuvent être amenés à changer, mais la répartition journalière de 21 h de fonctionnement des fours pour 3 h d'arrêt doit être conservée.

L'accueil du public se fait toujours en journée entre 8 h et 18 h.

Article 4 - Délais et voies de recours :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue de Lemerchier, 80000 Amiens :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement ou de la publication au recueil des actes administratifs de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.
La décision peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En cas de recours contentieux du tiers intéressé à l'encontre de la présente autorisation environnementale, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité du recours contentieux, de notifier celui-ci à la préfète de l'Oise et au bénéficiaire de la décision.

L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

Lorsque le droit de former un recours contre la présente décision est mis en œuvre dans des conditions qui traduisent un comportement abusif de la part du requérant et qui causent un préjudice au bénéficiaire de l'autorisation, celui-ci peut demander, par un mémoire distinct, au juge administratif saisi du recours de condamner l'auteur de celui-ci à lui verser des dommages et intérêts. La demande peut être présentée pour la première fois en appel.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

L'envoi de la copie du recours gracieux ou hiérarchique au bénéficiaire de la décision ou l'envoi de la copie du recours contentieux au bénéficiaire de la décision et à la préfète de l'Oise respecte les conditions prévues à l'article R.181-51 du Code de l'environnement.

Article 5 – Publicité :

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Le Meux pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Le Meux fait connaître, par procès verbal adressé à la préfète de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins quatre mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » au recueil des actes administratifs, à savoir :

<http://www.oise.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Recueils-des-actes-administratifs-RAA>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 6 – Exécution :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Compiègne, le maire de la commune de Le Meux, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France, l'inspectrice des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **13 SEP. 2024**

Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire Général

Frédéric BOVET

Destinataires :

Société FUNECAP

Le maire de la commune de Le Meux

Le sous-préfet de Compiègne

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

L'inspectrice de l'environnement

s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

